

Sylvie Matelly

Carole Gomez

ARGENT SALE

À QUI
PROFITE

LE CRIME?

PRÉFACE DE PASCAL BONIFACE

EYROLLES

L'ARGENT SALE EST LE PROPRE DE L'ÉCONOMIE MONDIALE

De quoi l'argent sale est-il le nom ? Pourquoi est-il devenu un enjeu si important ? Quels sont les moyens mis en œuvre pour lutter ? Dénoncée depuis des décennies, comment expliquer que cette question ne soit toujours pas réglée ? Didactique et vivant, cet essai s'appuie sur des exemples historiques et actuels pour éclairer ce sujet tabou pourtant omniprésent et de plus en plus pesant dans nos sociétés européennes. Il en décrypte les mécanismes tout en révélant ce qui en fait une dimension incontournable de l'économie mondiale.

Sylvie Matelly est économiste et directrice adjointe de l'IRIS. Après un Master en économie internationale (options marchés financiers et marchés des matières premières), elle obtient un doctorat en 2000 après avoir rédigé une thèse sur les déterminants économiques des dépenses militaires.

Carole Gomez est chercheuse à l'IRIS, chargée des questions liées à l'impact du sport sur les relations internationales. Elle s'intéresse notamment aux questions d'intégrité et de corruption qui, de par leur ampleur, dépassent le seul monde sportif.

**ARGENT SALE :
À QUI PROFITE LE CRIME ?**

Groupe Eyrolles
61, bd Saint-Germain
75240 Paris Cedex 05
www.editions-eyrolles.com

Ouvrage dirigé par Pascal Boniface.

Mise en pages : Facompo, Rouen

En application de la loi du 11 mars 1957, il est interdit de reproduire intégralement ou partiellement le présent ouvrage, sur quelque support que ce soit, sans autorisation de l'éditeur ou du Centre français d'exploitation du droit de copie, 20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris.

© Groupe Eyrolles, 2018
ISBN : 978-2-212-56841-7

Sylvie Matelly • Carole Gomez

ARGENT SALE : À QUI PROFITE LE CRIME ?

EYROLLES

The logo for Eyrolles, featuring the word "EYROLLES" in a bold, sans-serif font. Below the text is a horizontal line with a small grey circle centered on it.

Préface

Les affaires de corruption, d'argent sale et de fraudes en tout genre défraient avec insistance la chronique internationale. Elles reviennent quasi quotidiennement dans les médias semblant n'épargner rien ni personne. La corruption se serait-elle généralisée ? Ou est-elle plus détectable et, surtout, de moins en moins tolérée par l'opinion ?

Cette dynamique touche tous les pays et la totalité des continents, sans distinction entre régimes démocratiques et autres, entre responsables politiques élus et ceux qui ont accédé au pouvoir par d'autres moyens, entre politiques et chefs d'entreprises. Ce phénomène d'ampleur mondiale est le fruit, certes, de la mondialisation qui, par l'augmentation phénoménale de la richesse mondiale, suscite davantage de tentations, mais aussi d'une mutation sociétale généralisée qui fait qu'aujourd'hui, de telles pratiques, de telles impunités ne sont plus tolérables et plus tolérées.

D'une manière qui peut surprendre certains, ce sont aujourd'hui les pays émergents qui sont les plus engagés contre ces phénomènes. Leurs systèmes politiques diffèrent très fortement de ceux des démocraties occidentales et y sont souvent les plus sensibles du fait de phénomènes communs : forte croissance économique qui commence à ralentir et menace le déclassement d'une partie de la population sortie récemment de la pauvreté ; émergence d'une classe moyenne qui dispose des moyens de savoir et de se faire entendre, qui comprend aussi les enjeux de la lutte contre ces phénomènes pour asseoir son développement

économique. En ce sens, l'Inde, le Brésil, la Chine, la Corée du Sud et l'Afrique du Sud ont bien des points communs, au-delà de leurs différences politiques. Ces sociétés civiles se développent selon trois critères : le degré de développement économique, le degré d'alphabétisation et l'histoire particulière de chaque pays qui fait réagir les populations de façon spécifique et surtout souvent plus radicale qu'en Europe où de telles affaires restent de l'ordre du scandale et ont des conséquences politiques et juridiques somme toute limitées.

Les mouvements de lutte contre la corruption, contre les paradis fiscaux ou encore l'argent de la drogue ou du terrorisme vont-ils l'emporter ? Si on peut nourrir un certain optimisme, il ne doit pas être excessif. Les mouvements ne réussissent pas toujours à renverser les gouvernements corrompus et l'argent sale est une constante de notre histoire...

Toujours est-il que les dirigeants se doivent d'être plus attentifs et plus transparents, de renoncer à certaines pratiques jugées inacceptables par beaucoup. La corruption est à la base de tout et c'est parce qu'elle existe et tant qu'elle existera qu'il y aura de l'argent sale. Or, de ce point de vue, la lutte contre ce fléau est largement diffusée, et si les sociétés civiles ne parviennent pas toujours à mettre fin aux pouvoirs corrompus ceux-ci sont désormais beaucoup plus surveillés qu'autrefois. La partie n'est pas gagnée, mais elle est bien engagée.

Ce qui était auparavant perçu comme un « mal nécessaire », face auquel un certain fatalisme était de mise, devient une atteinte inacceptable à laquelle il faut mettre fin pour des questions morales, mais également sécuritaires. Plus personne n'osera expliquer que l'argent sale

est une conséquence regrettable mais inévitable du développement économique, ni que l'optimisation fiscale (qui n'est pas illégale d'ailleurs) permet aux entreprises de dégager des moyens pour investir! Les règles s'amplifient mais il faut aussi comprendre que les possibilités de les contourner évoluent au moins aussi vite. Pour autant, si on veut combattre effectivement le terrorisme, il faut combattre l'argent sale, la corruption et les paradis fiscaux et, par conséquent, ne jamais se laisser rattraper par un certain fatalisme qui voudrait que rien ne soit efficace!

De plus, la lutte contre la corruption a pu servir d'argument de légitimation pour des organisations terroristes (talibans, Daech, etc.), ce qui illustre de façon tragique les dégâts stratégiques que peut causer une corruption endémique.

Le grand mérite du livre de Sylvie Matelly et Carole Gomez est d'offrir à ces phénomènes, souvent traités de façon éparse ou sous l'angle du sensationnalisme, une perspective globale. Elles offrent une vision d'ensemble d'un phénomène inquiétant qui, avant d'être combattu, doit être compris. En permettant de saisir les mécanismes de la corruption et de l'argent sale, Sylvie Matelly et Carole Gomez apportent leur utile contribution à sa lutte.

Pascal Boniface

Introduction

L'argent sale, une réalité

La crise des *subprimes* restera un événement majeur du XXI^e siècle, non seulement pour ses conséquences nationales aux États-Unis, mais aussi pour l'onde de choc qu'elle a provoquée au sein de l'ensemble des économies liées au système américain. Au-delà des impacts immédiats, des économies sinistrées et des inégalités flagrantes qu'elle a mises à jour, ce qu'on appelle pudiquement « crise » aura eu des conséquences sur la perception par la population des scandales financiers ou plus globalement ceux liés à l'argent. Il y apparaissait en effet que certains acteurs financiers, peu scrupuleux, avaient pris des risques démesurés afin de gagner beaucoup et toujours plus d'argent, qu'ils avaient caché ces pratiques dans des produits financiers extrêmement complexes et, pour couronner le tout, qu'ils avaient abrité ces fonds dans des paradis fiscaux afin d'échapper à l'impôt ! Au final, cette spéculation avide avait entraîné la faillite de leurs institutions sans pour autant que leur fortune personnelle ou leurs bonus en soient affectés.

La faillite de Lehman Brothers traduisait aussi le fait que ces comportements poussaient au bord du gouffre l'ensemble de l'économie mondiale, mettant en situation de grande précarité des dizaines de millions de gens qui n'avaient au départ aucun lien avec ces marchés financiers et qui surtout n'avaient en rien profité des années dorées ! Un peu comme un avion dont le pilote aurait décidé d'écraser son avion, sauf que dans la situation financière de 2008, seul le pilote avait un parachute.

Comment ne pas comprendre, dans ce contexte, la défiance, voire le rejet de la finance et même de tout un système économique ? Lorsque l'irresponsabilité de certains détruit la vie de millions d'autres, il est aisé de comprendre que cela choque. Et c'est bien là le cœur du sujet. L'argent sale, au-delà de l'argent issu de trafics divers et variés, du crime ou de la fraude fiscale avérée, met en péril le pacte social tel que l'a défini Jean-Jacques Rousseau au siècle des Lumières. Ce pacte ou contrat social, qui garantit liberté et égalité, oppose liberté naturelle – qui conduirait à la loi du plus fort – et liberté civile – compatible avec l'intérêt général et donc au cœur de la légitimité politique et de la démocratie !

Jean-Jacques Rousseau explique aussi qu'« il est certain que les peuples sont, à la longue, ce que le gouvernement les fait être¹ » et engage ainsi la responsabilité des politiques. Il n'est donc pas surprenant que la crise de 2008 ait aussi conduit à la mise en cause des politiques. L'affaire Cahuzac, la destitution de la présidente Dilma Rousseff à cause du dossier Petrobras ou de la présidente sud-coréenne Park Geun-Hye, la mise en cause de Benyamin Netanyahu dans une affaire de corruption sont autant d'affaires politico-financières qui ont agité, au cours de ces dernières années, les actualités nationales et internationales.

Elles sont aussi des dommages collatéraux de la crise qui, plus qu'économique et financière, se révèle être politique, sociale et même sociétale. L'argent sale, au sens très inclusif du concept, est un instrument de déstabilisation majeur.

L'argent détourné, caché ou soustrait à l'impôt, est un fait qui révolte désormais et contre lequel chacun, à son niveau, s'érige à juste titre puisqu'il résulte d'une liberté naturelle restaurée au début des années 1990 et qui met en péril l'intérêt général! Le personnel politique n'est pas le seul à être pointé du doigt, les grandes entreprises le sont, elles aussi, de façon indistincte, comme on a pu le voir à la suite des révélations des *Panama Papers*, *Paradise Papers*, des affaires UBS ou ELF.

L'argent serait sale, voilà l'idée, et plus on en a, plus on en veut. Or, dans un monde devenu plus global et donc plus difficile à contrôler, les possibilités de faire de l'argent se sont démultipliées. *Bitcoin*, paradis fiscaux, trafics en tout genre, places *offshore*, transactions à haute fréquence apparaissent comme autant d'instruments pouvant servir à faire n'importe quoi de son argent et parfois de l'argent des autres! Certains accusent la nature humaine, d'autres le système, parfois un capitalisme sans éthique ni valeur, ou encore le manque de volonté politique, le déni des élites ou pire, le complot de ces mêmes élites contre le peuple.

Pour autant, comment définir cet argent sale? Si le vocable est commun, la définition exacte, quant à elle, soulève beaucoup d'interrogations. À l'instar de la corruption, que Thierry Ménissier considère comme une « notion aussi intuitivement parlante que mal définie² », l'argent sale est souvent comparé à une somme d'argent obtenue illégalement après la commission d'une infraction. La compréhension de cette notion peut être facilitée par celle du blanchiment d'argent, processus par lequel les produits du

crime sont recyclés afin de masquer l'origine des fonds. Issu du trafic de drogue, de la traite humaine ou de la fraude fiscale, cet argent « sale » doit, pour retrouver une apparence légale, être blanchi. Une fois cette opération réalisée, il pourra être réinjecté dans le circuit légal. Pourtant, cette définition de l'argent sale est semble-t-il trop restrictive. Elle s'est certes peu à peu étendue, enrichie par les avancées juridiques, notamment en matière de lutte contre la corruption. Il n'était pas si loin le temps où des entreprises pouvaient déduire de leurs impôts les pots-de-vin qu'elles dépensaient pour obtenir des contrats. De même, les différences entre fraude fiscale – qui est illégale –, évasion fiscale – qui peut être illégale – et optimisation fiscale – qui elle est totalement légale bien que très discutable d'un point de vue éthique – illustrent parfaitement la complexité de l'exercice de définition et les circonvolutions autour de ces termes. En conséquence, la notion même d'argent sale est aujourd'hui aussi évolutive que subjective.

Pour notre part, nous considérons que l'argent sale est celui qui, d'une manière ou d'une autre, conduit à mettre en péril le contrat social et menace nos systèmes économique et politique, et par conséquent la démocratie et la prospérité acquises par des siècles de lutte pour la liberté et la justice sociale. La montée des populismes partout dans le monde est l'une des illustrations de ces dangers et il n'est plus possible, dans ce contexte, de légitimer certaines pratiques au prétexte de la liberté, d'en minimiser l'impact ou pire de les cautionner en expliquant qu'elles sont un mal pour un bien (l'idée que l'impôt conduit à détruire des emplois n'est-il pas cela?).

Face à ces premiers éléments, plusieurs questions s'imposent : De quoi parle-t-on exactement en évoquant l'argent sale et de quoi est-il le nom ? Quels sont les

phénomènes et les mécanismes qui entrent en jeu ? Doit-on voir une amplification de ce phénomène avec la mondialisation donnant ainsi crédit à la logique du « tous pourris » ou assiste-t-on à une moralisation du monde économique qui conduit à dénoncer certaines pratiques ?

L'idée de cet ouvrage est triple. Il s'agit d'une part d'apporter un éclairage pluridisciplinaire aux questions que soulève l'argent sale. Le plus souvent traité uniquement à travers le seul prisme de l'économie, de la politique, du droit, voire même de la moralité, le thème de l'argent sale mérite, au contraire, d'être compris de façon holistique. Ce n'est qu'en prenant en compte l'ensemble des mécanismes entrant en jeu qu'une compréhension exacte du phénomène pourra intervenir. Par conséquent, ce n'est qu'en saisissant dans son ensemble les problèmes posés par l'argent sale que des solutions opportunes et efficaces pourront être mises en œuvre.

Il s'agit d'autre part pour nous d'inscrire ce sujet dans un temps long. Trop souvent réduit aux sirènes de l'urgence et aux dénonciations aussi violentes que temporaires, la question de l'argent sale nécessite pourtant un véritable travail de fond, constant, permettant une fois de plus une lutte plus efficace. Trop nombreuses sont les déclarations d'intentions qui retombent dans l'oubli une fois prononcées. La succession des scandales révélés par l'International Consortium of Investigative Journalists (ICIJ), à l'origine des *Panama Papers* et des *Paradise Papers*, en témoigne. Les mêmes discours sont prononcés, les mêmes conclusions sont tirées, sans qu'un changement de fond n'intervienne. Si le sujet de l'argent sale est traité de façon assez importante dans le monde anglo-saxon, il demeure sous-étudié en France, à l'exception de certains axes spécifiques.

Toutefois, la mobilisation, depuis la fin des années 1980, d'une société civile, permet de faire avancer le sujet sur différents fronts.

Enfin, la lutte contre l'argent sale relève d'enjeux plus généraux sur la légitimité et, par conséquent, sur la survie à la fois de la démocratie et du système économique.

Adam Smith expliquait déjà à la fin du XVIII^e siècle dans *La Richesse des nations* qu'« assurément, on ne doit pas regarder comme heureuse et prospère une société dont les membres les plus nombreux sont réduits à la pauvreté et à la misère³ ». En effet, l'idée que l'argent sale prospère est l'un des facteurs qui creusent le fossé entre les élites (hommes politiques, chefs de grandes entreprises, etc.) et la majeure partie des citoyens qui constituent le peuple. Cette méfiance et l'argumentaire du « tous pourris » nourrissent le vote populiste, toujours et partout. Pourtant, comprendre ce qu'est l'argent sale, ou plus exactement comprendre la complexité et la relativité de ce concept, aide aussi à comprendre la difficulté de la lutte qui se révèle fondamentale.

Par une remise en perspective des faits et des enjeux, cet ouvrage tend à démonter méticuleusement les idées reçues, les constats à l'emporte-pièce en tentant d'apporter sa contribution à la lutte contre l'argent sale.

Une réalité menaçante

L'argent sale n'est pas seulement un concept, il est et a toujours été une réalité. Pour autant, le monde des possibles s'est élargi depuis quelques décennies en multipliant les opportunités dans un contexte d'ouverture croissante et d'essor des échanges internationaux. Tout aujourd'hui semble concourir à amplifier le phénomène : la liberté croissante des échanges, les inégalités à l'intérieur même des pays qui, en freinant l'ascenseur social, incitent à tous les trafics, les inégalités entre les pays et la pauvreté persistante de certains d'entre eux qui n'ont comme seule issue que les trafics divers, un degré d'opulence sans précédent pour certains qui, toujours plus avides, ne veulent plus participer à un effort collectif qui serait pourtant la source de leur bonne fortune.

Cette réalité menace tout le système et toutes ses valeurs. La liberté, la montée des populismes, le questionnement récurrent sur l'intérêt de la démocratie, les États providence pourtant facteurs clés de la prospérité dans laquelle nous vivons depuis des décennies sont autant de sujets

sans cesse remis en question. Comme l'interroge Michel Serres dans son dernier opus, l'expression « c'était mieux avant ! », aussi facile soit-elle, n'a que peu de sens. De quoi parle-t-on ? Avant quand ? Avant quoi ? Au travers de ces questionnements, ce sont aussi les systèmes d'éducation et de santé qui se trouvent menacés ! Aux États-Unis par exemple, l'espérance de vie commence à diminuer et l'illettrisme s'accroît ! Le populisme est également porté par cette impression d'impunité de certains et d'insécurité croissante directement liée à des phénomènes d'argent sale.

C'est cette réalité menaçante que décrit cette première partie en explicitant d'abord le phénomène (chapitre 1) puis comment il tend à s'amplifier dans un monde devenu global (chapitre 2). Il s'agira ensuite d'en estimer l'ampleur (chapitre 3) et les conséquences (chapitre 4).

De quoi l'argent sale est-il le nom ?

Le 2 décembre 1993, sur un toit de Medellin, prenait fin la traque de Pablo Emilio Escobar Gaviria, abattu par la police colombienne et des agents de la Drug Enforcement Administration (DEA), service de police fédérale états-unien. La Colombie mettait ainsi fin à une décennie sanglante qui fit de ce pays la plaque tournante du narco-traffic au sein des Amériques. Classé par Forbes en 1989 au 7^e rang des personnes les plus riches du monde, avec une fortune estimée à trois milliards de dollars, Pablo Escobar était l'un des patrons du Cartel de Medellin, qui, selon la DEA, alimentait entre 84 et 90 % de la cocaïne consommée aux États-Unis. Près de quinze tonnes étaient écoulées par jour. Afin de rendre une apparence licite à près de soixante millions de dollars par jour, Pablo Escobar recourut à différentes pratiques pour dissimuler l'origine de ces fonds : achats de produits de luxe, investissements dans des bars, dans des clubs de football, achats de biens immobiliers, voire d'îles aux Caraïbes, utilisation de «schtroumpfs» pour déposer l'argent en petites coupures. En dépit de tous ces efforts déployés, les comptables de Pablo Escobar estimaient qu'environ 10 % de ses revenus étaient tout simplement perdus, à cause de l'humidité, des rats ou de mauvaises cachettes.

Le 3 novembre 1997, alors que l'équipe de football de West Ham venait d'égaliser contre Crystal Palace, les lumières du stade s'éteignirent soudainement à la 65^e minute, le plongeant dans une pénombre totale, obligeant l'arbitre à suspendre le match. Devant l'impossibilité de réparer la